



BOLLETTINO

SALA STAMPA DELLA SANTA SEDE

N. 0118

Giovedì 09.03.2006

PARTECIPAZIONE DELLA SANTA SEDE ALLA CONFERENZA INTERNAZIONALE SULLA RIFORMA AGRARIA E LO SVILUPPO RURALE (PORTO ALEGRE, 7-10 MARZO 2006)

PARTECIPAZIONE DELLA SANTA SEDE ALLA CONFERENZA INTERNAZIONALE SULLA RIFORMA AGRARIA E LO SVILUPPO RURALE (PORTO ALEGRE, 7-10 MARZO 2006)

- INTERVENTO DI S.E. MONS. JANUSZ BOLONEK
- NOTA TECNICA

Dal 7 al 10 marzo 2006 è in corso a Porto Alegre la Conferenza internazionale organizzata dalla F.A.O. sulla riforma agraria e sullo sviluppo rurale. La Santa Sede vi partecipa con una Delegazione guidata da S.E. Mons. Janusz Bolonek, Nunzio Apostolico in Uruguay, ed integrata dal Prof. Vincenzo Buonomo.

Nella mattinata del 7 marzo S.E. Mons. Bolonek ha pronunciato l'intervento di cui riportiamo di seguito il testo:

- INTERVENTO DI S.E. MONS. JANUSZ BOLONEK

Monsieur le Président,

1. Prenant la parole à cette Conférence, le Saint-Siège souhaite avant tout s'unir aux autres Délégations afin d'exprimer ses félicitations à la FAO pour son initiative et de remercier également le Gouvernement brésilien qui a permis la réalisation de cette rencontre. Il s'agit assurément d'un moment important pour la Communauté internationale, appelée non seulement à évaluer les propositions d'actions possibles, mais surtout à indiquer les réponses appropriées aux attentes de ceux qui, ouvriers agricoles, petits paysans, artisans, et leurs familles, vivent et travaillent de manière stable dans le monde rural.

L'agenda de nos travaux met en évidence la nécessité de donner une vigueur nouvelle à la solidarité internationale, pour affronter consciemment le grand défi que constituent l'objectif du développement des peuples et, dans ce cadre, l'engagement spécifique en faveur de la croissance du monde rural, afin de garantir à l'humanité un niveau assuré de sécurité alimentaire. Ce sont des thèmes importants pour toute la famille humaine, qui interpellent aussi directement l'Église catholique, désireuse, en vertu de sa nature et de sa mission, de servir la cause de l'homme en toutes circonstances. C'est pourquoi le Saint-Siège a jugé bon de

proposer également une réflexion argumentée sur ces questions, que vous trouverez dans la *Note technique* qui vous a été remise. Le risque que le monde rural soit considéré davantage encore comme une réalité secondaire, ou qu'il soit directement oublié, existe vraiment, au détriment d'éléments féconds d'ordre social, économique et spirituel qui le caractérisent.

2. L'idée de la FAO d'associer une fois encore la réforme agraire et le développement rural atteste que, malgré la variété des expériences menées jusqu'ici dans chaque pays et la demande incessante de collaboration adressée aux Institutions internationales, l'attente de millions de personnes demeure. Elles demandent qu'à l'aspect théorique, soient associées des solutions pratiques, capables de réorganiser la capacité de travail, le milieu et l'aspect social au sens large du secteur agricole. On doit reconnaître qu'une des limites des politiques, des actions et des interventions en faveur du monde rural consiste dans le manque de référence aux structures traditionnelles, aux valeurs morales, à la capacité d'action des personnes et des communautés, et à la plus grande autonomie de chacun. Le travail agricole doit être garanti, et par conséquent assuré, non seulement comme un choix d'organisation ou de politique économique, mais en raison des aspirations les plus profondes et de la croissance intégrale et harmonieuse de la personne, au niveau individuel et communautaire. En ce sens, une bonne *subsidiarité*, du niveau local jusqu'à la plus large dimension internationale, peut permettre de travailler pour le développement des zones rurales, en ayant à cœur l'objectif du bien commun, avec une attention proportionnellement plus intense en faveur de ceux qui se trouvent en situation de plus grand besoin.

Parce qu'ils se retrouvent souvent en situation de misère, d'exploitation, d'accès limité au marché, de difficulté sociale, de manque de soutien dans leurs droits et leurs besoins fondamentaux, les paysans sans terre et les petits agriculteurs sont les premiers destinataires des programmes de coopération organisés selon leurs attentes, qui ont pour but de garantir un développement concret. Ils sont souvent soumis à des conditions de vie précaires, parce que leur travail est conditionné par des situations climatiques et naturelles hostiles, mais aussi par le fait qu'ils ne peuvent disposer de ressources pour affronter la pénurie ou la perte des récoltes, ce qui a pour conséquence l'abandon progressif de l'activité agricole, dans l'illusion de trouver dans les zones urbaines de meilleures réponses à leur condition de pauvreté. Changer cette situation veut dire faire appel à un concept concret de justice, capable de se traduire en politiques, en normes et en actions inspirées par la solidarité. Il importe de reconnaître et de soutenir avec générosité, dans la ligne du principe de subsidiarité, les initiatives qui émanent des différentes forces sociales et qui unissent spontanéité et proximité auprès des hommes qui ont besoin d'aide (cf. Benoît XVI, Encyclique *Deus caritas est*, n. 28).

3. La dimension mondiale de l'activité agricole, l'usage des techniques modernes et les progrès constants de la recherche permettent d'espérer, avec une confiance renouvelée, des progrès prochains et rapides de la production et des indices de développement humain. Il s'agit d'une réalité qui doit être accueillie et évaluée de manière positive, à condition d'être reconnue comme un instrument prolongé de la création, offert à la famille humaine, et non comme un élément qui bouleverse l'ordre naturel.

Déterminer l'avenir des zones rurales relève aussi de la responsabilité des générations présentes par rapport à la *conservation et à la protection de la nature*, et à l'équilibre réciproque entre les différents écosystèmes qui appartiennent au monde rural : les sols, les forêts, la faune, l'eau, l'air. Souvent le défaut d'un bon rapport entre la terre et celui qui la cultive, l'incertitude quant au titre de propriété ou à la possession, l'impossibilité d'accéder au crédit, ainsi que d'autres situations qui touchent les petits agriculteurs, sont les causes d'une exploitation abusive des ressources naturelles, sans autre objectif que le rendement immédiat.

L'importance du milieu rural dans la communauté humaine apparaît clairement dans le fait qu'en lui, il devient facile et spontané de respecter la nature, qui est création, dans ses rythmes et dans son développement, sachant que les interventions techniques et scientifiques, quelques nécessaires ou utiles qu'elles soient, peuvent avoir des conséquences non voulues qui dégradent parfois de façon grave et peut-être irréversible la nature elle-même, dont les lois n'admettent pas d'être violées.

La Délégation du Saint-Siège souhaite enfin souligner la nécessité de protéger et de soutenir la *famille rurale* dans le rôle important qu'elle peut avoir, notamment pour contribuer à un développement respectueux de la nature et surtout attentif à la dignité fondamentale de l'être humain.

Merci, Monsieur le Président.

[00354-03.02] [Texte original: Français]

• **NOTA TECNICA**

In vista della Conferenza internazionale organizzata dalla FAO sulla riforma agraria e sullo sviluppo rurale, la Santa Sede ha preparato una "Nota tecnica" il cui testo riportiamo di seguito:

1. La *Conferenza Internazionale sulla Riforma Agraria e lo Sviluppo Rurale* che la FAO, in collaborazione con il Governo del Brasile, ha convocato a Porto Alegre, è occasione per un'attenta riflessione sulla situazione del mondo rurale e per corrispondere con adeguate risposte all'ansia di giustizia ed al desiderio di sviluppo di quanti in esso vivono. Sono di fronte a noi temi importanti per la famiglia umana e che perciò interpellano direttamente anche la Santa Sede e la Chiesa cattolica che, conformemente alla loro natura e missione, si sentono chiamate a sostenere, in ogni circostanza, la causa dell'uomo.

I Responsabili degli Stati, delle Organizzazioni Internazionali e di quelle che sono espressione della società civile, hanno modo di fare il punto sugli impegni precedentemente assunti e sulle azioni che li hanno seguiti, e nel contempo di fornire orientamenti per il futuro degli oltre 900 milioni di persone che, rappresentando i $\frac{3}{4}$ della popolazione povera mondiale, vivono nelle zone rurali in situazioni di povertà estrema.¹ Un futuro che appare sempre più incerto, come indicano le informazioni sottoposte alla considerazione della Conferenza, e che dunque richiede necessari interventi sia mediante l'azione dei singoli Paesi sia attraverso le diverse iniziative offerte dalla cooperazione internazionale.

Si tratta non solo di rinvigorire la solidarietà internazionale per affrontare consapevolmente la grande sfida posta dall'obiettivo dello sviluppo dei popoli e, in questo, dallo specifico impegno di garantire all'umanità un'effettiva sicurezza alimentare, ma anche di dare valide risposte alle attese di quanti, lavoratori della terra, piccoli contadini, artigiani, e loro famiglie, stabilmente vivono ed operano nel mondo rurale. Va, infatti, scongiurato il rischio che il mondo rurale possa essere considerato come una realtà secondaria, o addirittura dimenticata, venendosi così a favorire la perdita di quei fecondi elementi di ordine sociale, economico e spirituale che lo caratterizzano.

2. La situazione odierna del mondo rurale evidenzia come lo scambio globale, l'uso delle moderne tecniche ed i costanti progressi della ricerca permettono aumenti, anche rapidi, della produzione come pure degli indici di sviluppo umano. Si tratta bensì di una realtà che non può essere tralasciata o rifiutata, ma che va accolta e valutata positivamente purché sia riconosciuta come ulteriore strumento della creazione offerto alla famiglia umana e non come elemento che sconvolge l'ordine naturale. «Occorre riconoscere che il progresso tecnico, pur necessario, non è tutto; vero progresso è solo quello che salvaguarda la dignità dell'essere umano nella sua interezza e consente ad ogni popolo di condividere le proprie risorse spirituali e materiali, a beneficio di tutti».²

La questione è direttamente connessa ai temi trattati dalla Conferenza, specialmente quando, di fronte all'ideale della comune destinazione dei beni, questi sono invece concentrati nelle mani di pochi escludendo quanti non sono in grado di poterne godere e si vedono purtroppo limitati nelle loro aspirazioni più intime o addirittura privati dell'essenziale condizione di dignità. Nel considerare le numerose questioni collegate alla riforma agraria ed allo sviluppo rurale, è, infatti, opportuno ricordare l'immutabile principio che «Dio ha destinato la terra e tutto quello che essa contiene, all'uso di tutti gli uomini e di tutti popoli»,³ quale criterio ispiratore e condiviso di un ordine sociale ed economico in grado di coinvolgere e motivare ogni membro della famiglia umana. Sulla base di esso, la Dottrina Sociale della Chiesa ha spesso rimarcato la condanna del latifondo come intrinsecamente illegittimo.⁴

Questo criterio assume maggiore importanza se si pensa all'*ineguale distribuzione* dei beni all'interno di uno stesso Paese, che determina soprattutto nelle aree rurali dei Paesi in via di sviluppo condizioni di vita distanti dal soddisfacimento dei *bisogni di base*. Nel mondo rurale le situazioni di miseria, di sfruttamento, di mancato accesso al mercato, di disagio sociale si fanno più acute quando contestualmente mancano garanzie di tutela per quanti lavorano la terra. Essi, infatti, sono sottoposti a condizioni di vita precarie, poiché il loro lavoro è

condizionato da avverse situazioni climatiche e naturali, come pure dal fatto di non poter disporre di risorse per fronteggiare la scarsità o la perdita dei raccolti, con il conseguente graduale abbandono dell'attività agricola nell'illusione spesso ingannevole di trovare nelle aree urbane migliori risposte alla condizione di povertà.

Su tale situazione di precarietà delle aree rurali dei Paesi in via di sviluppo incide anche il sostegno generalizzato dei Paesi di più avanzato benessere alla produzione agricola, al commercio dei prodotti della terra ed al consumo di alimenti. Indicare correttivi a questa situazione significa anche fare appello ad un concreto concetto di giustizia capace di realizzarsi in politiche, regole, norme ed azioni solidali.

3. C'è poi un altro elemento che condiziona il futuro delle aree rurali e che attiene alla responsabilità delle presenti generazioni verso la *conservazione e protezione della natura* e delle sue risorse, nonché dei diversi ecosistemi che appartengono al mondo rurale (agricolo, forestale, faunistico, idrico, atmosferico). Spesso la mancanza di una corretta relazione tra la terra e chi la coltiva, l'incertezza nel titolo di proprietà o nel possesso, l'impossibilità di accedere al credito, come pure altre situazioni che toccano i piccoli agricoltori, sono la causa di un eccessivo sfruttamento delle risorse naturali senza altro obiettivo che la redditività immediata. E tutto questo a scapito di una durevole fertilità dei terreni, del rispetto dei cicli delle stagioni e quindi di una conservazione delle superfici coltivabili per l'uso delle generazioni future.

L'esperienza sin qui maturata mostra però che il solo criterio della sostenibilità ambientale, posto al centro delle strategie di sviluppo negli ultimi decenni, non potrà costituire un'efficace risposta se non è fondato su un'autentica *ecologia umana* che, chiamando in causa la responsabilità dell'essere umano verso se stesso, il prossimo, il creato ed il Creatore, sia capace di riconoscere che «l'uomo è, prima di tutto, un essere che cerca la verità e si sforza di viverla e di approfondirla in un dialogo che coinvolge generazioni passate e future».5

4. «La prima e fondamentale struttura a favore dell'ecologia umana è la famiglia, in seno alla quale l'uomo riceve le prime e determinanti nozioni intorno alla verità e al bene, apprende che cosa vuol dire amare ed essere amati, e, quindi, che cosa vuol dire in concreto essere una persona».6 Anche nelle aree rurali, una radicata e sana concezione dei rapporti umani comprende l'importanza della *famiglia*: la famiglia rurale è infatti «chiamata a gestire con il suo lavoro la piccola impresa familiare, ma anche a trasmettere l'idea di relazioni basate sullo scambio di reciproche conoscenze, valori, pronta assistenza e rispetto».7 Questo significa che se la famiglia trova ostacoli o non è più in grado di assolvere alla sua funzione, è la comunità rurale nel suo insieme a subirne conseguenze gravi e penose: è quanto accade quando la concezione del matrimonio e della vita familiare viene separata dall'ordine dei valori ad essi propri o nei rapporti del nucleo familiare si insinuano o prevalgono considerazioni di carattere egoistico, edonistico o più semplicemente materialistico.

Una corretta applicazione di tale realtà alle esigenze dello sviluppo rurale domanda allora di riconoscere che la famiglia, come le altre primarie aggregazioni e formazioni sociali, precede l'apparato istituzionale statale e va debitamente rispettata e valorizzata nella sua essenza e nella sua organizzazione dei regimi di proprietà, dell'attività produttiva e dell'uso delle tecniche di lavorazione.

Esaminando l'immagine che un'autentica realtà di famiglia può imprimere all'ordine sociale, ritroviamo un'applicazione di quel *principio di sussidiarietà* che viene oggi considerato anche nella Comunità internazionale come uno strumento regolatore di ogni relazione e pertanto concorrente alla definizione delle forme istituzionali e delle leggi economiche. Attraverso una corretta sussidiarietà gli stessi poteri pubblici, dal livello locale sino alla più vasta dimensione internazionale, possono realmente operare per lo sviluppo delle aree rurali avendo contemporaneamente a cuore il fine del bene comune, sapendo però che questo potrà realizzarsi solo se si presterà attenzione in modo proporzionalmente più intenso a quanti si trovano in situazione di maggiore bisogno. I contadini senza terra e i piccoli agricoltori sono in questo senso i primi a dover ricevere attenzione nel quadro di programmi di cooperazione organici, fondati sul partenariato anche con la società civile locale e funzionali nel garantire un concreto sviluppo che sappia valorizzare la loro stessa realtà sociale, culturale, religiosa, economica ed istituzionale.

5. La riflessione richiesta agli Stati che prendono parte alla Conferenza comprende, tra l'altro, la questione della *proprietà della terra*, elemento di fondamentale importanza nelle politiche economiche ed agrarie in grado di

promuovere efficacemente lo sviluppo rurale e nel contempo di garantire giustizia sociale, stabilità politica e coesistenza pacifica. E' noto infatti che, come messo in luce da numerose analisi economiche, la mancata capacità di accesso alla terra (*insecure access to land*) sia una delle principali cause della povertà rurale.

Si tratta di una complessa realtà che implica spesso l'esigenza di organiche *riforme agrarie* che non possono ridursi ad una semplice ripartizione ed assegnazione della terra, ma vanno inserite in strategie di sviluppo rurale che, oltre a prevedere i necessari investimenti in infrastrutture pubbliche e servizi sociali, considerino le richieste del settore agricolo, la professionalità nel progettare i piani di riforma, la loro organizzazione e gestione. La questione diventa ancor più preoccupante quando situazioni di conflitto, epidemie e migrazioni forzate lasciano ricadere la responsabilità del nucleo familiare rurale esclusivamente sulla donna. Spesso usi e regole tradizionali impediscono alla donna l'accesso a regimi di proprietà fondiaria, emergendo dunque come necessità azioni intese a dare alla donna che si trova al centro di responsabilità familiari e sociali un giusto riconoscimento giuridico di ruolo e di capacità.

La riduzione della concentrazione della terra va orientata «ad accrescere i redditi, a migliorare le condizioni di lavoro, ad aumentare la sicurezza dell'impiego e a favorire l'iniziativa personale; ed anche riforme che diano modo di distribuire le proprietà non sufficientemente coltivate a beneficio di coloro che siano capaci di farle fruttificare».8 Questo può significare la promozione di forme di impresa, tra cui l'*impresa agricola familiare* assume un rilievo importante, e di strutture cooperative capaci di operare in modo autonomo ed efficace, di possibilità di accesso al credito per i piccoli agricoltori e, non ultima, di formazione rispondente alle moderne concezioni legate alle tecnologie appropriate ed alla produzione e commercializzazione agricola.9 Così facendo si potranno innanzitutto impedire ripercussioni sui livelli di produzione e sulle dinamiche migratorie della popolazione, per le quali si assiste spesso all'abbandono delle terre e ad un'eccessiva pressione demografica intorno ai grandi centri abitati o verso aree sprovviste delle necessarie infrastrutture.

In questo ambito, va pure esaminata l'importanza di sostenere la peculiarità delle *comunità indigene* che nella relazione ancestrale con la terra fondano la loro identità, cultura e spiritualità e la cui struttura sociale considera l'uso della terra come conseguenza di una proprietà comune. Troppo spesso situazioni legate all'attività economica, allo sfruttamento delle risorse naturali e alla costruzione di strutture hanno interrotto questa relazione impedendo l'uso delle terre, con il conseguente abbandono dei metodi di produzione legati alla conoscenza tradizionale. Ogni azione di riforma agraria in favore delle comunità indigene dovrà non solo garantire un'effettiva protezione dei loro diritti sulla terra, ma anche promuovere un adeguato sviluppo globale, che anzitutto non le discrimini rispetto alle altre componenti della popolazione.

6. La Santa Sede ha sempre rivolto particolare attenzione al mondo rurale ed ai suoi valori, ben consapevole che le sue principali caratteristiche - dimensione a misura d'uomo, immediata conoscenza dell'ordine, dell'armonia e della bellezza del cosmo, soddisfazione della fatica, scambio generoso di servizi in retti comportamenti individuali e rapporti reciproci, per citarne alcune - si ritrovano in ogni tempo ed in tutti i luoghi del pianeta. Inoltre Essa è consapevole di quanta importanza la società rurale attribuisce all'aspetto religioso, presente nella vita individuale e comunitaria, in quella lavorativa e familiare, e soprattutto come fondamento di principi morali capaci di permeare la realtà sociale rendendola stabile ed integra rispetto alle avversità ed agli ostacoli di ogni giorno.

La *Conferenza internazionale sulla Riforma Agraria e lo Sviluppo Rurale* può costituire un momento sostanziale per riconoscere la vera identità del mondo rurale e la realtà di quanti in esso vivono se al centro di ogni preoccupazione si collocano la persona umana, la tutela della sua dignità e la difesa dei suoi diritti fondamentali. Si tratta di un presupposto che non solo può salvaguardare i valori di cui il mondo rurale è portatore, evitando che si affermino modelli legati a scelte egoistiche o ispirate dalle sole leggi economiche, ma anche garantire l'attuazione delle diverse politiche nazionali, come pure dare all'azione internazionale l'auspicata e duratura efficacia. Le soluzioni tecniche, per quanto complesse ed utili, non risultano efficaci se mancano del necessario riferimento alla centralità della persona umana che, nella sua inscindibile dimensione spirituale e materiale, è origine e fine di ogni decisione ed azione realizzata dai singoli Stati e dalle Istituzioni della Comunità internazionale.

1 IFAD: "*Rural Poverty Report 2001*", Oxford University Press, 2001.2 Discorso di Sua Santità Benedetto XVI ai partecipanti alla XXXIII Conferenza FAO, Roma, 24 novembre 2005.3 *Gaudium et Spes*, 69.4 Paolo VI: *Populorum Progressio*, n. 23, 1967; Pontificio Consiglio della Giustizia e della Pace: "*Per una migliore distribuzione della terra. Le sfide della riforma agraria*", nn. 32-34, 1997; Pontificio Consiglio della Giustizia e della Pace: "*Compendio della Dottrina Sociale della Chiesa*", n. 300, 2004.5 Giovanni Paolo II, *Centesimus Annus*, nn. 38 e 49.6 Giovanni Paolo II, *Centesimus Annus*, nn. 39.7 Discorso del Segretario di Stato Card. Angelo Sodano in occasione delle celebrazioni per il LX anniversario della FAO, Roma, 17 ottobre 2005.8 *Gaudium et spes*, n. 71.9 Pontificio Consiglio della Giustizia e della Pace: "*Per una migliore distribuzione della terra. Le sfide della riforma agraria*", 1997.[00355-01.01] [Testo originale: Italiano][B01118-XX.01]
